

Changement d'homme providentiel à Madagascar

LAURENT D'ERSU

UNE fois encore, c'est sous la pression de la rue et par la volonté de l'armée que Madagascar a changé de régime. Sept ans après avoir été porté à la magistrature suprême par un vaste mouvement populaire, le Président Marc Ravalomanana a été contraint de quitter le pouvoir à l'issue d'un bras de fer meurtrier avec le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina. Parti avec de nombreux atouts en main, Marc Ravalomanana n'a cessé d'être un entrepreneur insatiable. Sa présidence a représenté un nouveau souffle après l'inertie du long règne de Didier Ratsiraka. Mais la confusion entre affaires, pouvoir politique et religion s'est avérée délétère.

C'est paradoxalement un homme au cheminement personnel et professionnel assez proche de celui du président sortant qui a révélé la déception à son égard. Intronisé à 34 ans à la tête d'une Haute autorité de la transition (HAT), Andry Rajoelina, ancien disc jockey devenu chef d'entreprise, a été à la hauteur de son surnom, « Andry TGV ».

Pourquoi l'engagement de Madagascar sur le chemin de la croissance est-il systématiquement et brutalement remis en cause par des événements politiques ? Ces changements de pouvoir hors du cadre électoral posent bien des questions : les Malgaches « refuseraient »-ils le développement ? Les traditions, les valeurs, les principes de structuration sociale malgaches seraient-ils incompatibles avec la démocratie à

Journaliste à *La Croix*.

l'occidentale ? On s'efforcera ici, au fil des étapes de cette nouvelle crise, de dégager quelques clés de compréhension.

Ascension et chute d'un magnat des affaires

Marc Ravalomanana avait insufflé une dynamique nouvelle à Madagascar¹. La mesure phare de son programme électoral de 2001 – la rénovation des axes routiers de la Grande Ile – fut appréciée des agriculteurs (70 % de la population), qui ont été les premiers bénéficiaires du début de réforme foncière opérée par le gouvernement. Marc Ravalomanana a tenté d'instaurer une « culture du résultat » dans l'administration et le gouvernement. Tournant clairement le dos à la France, il a ouvert Madagascar aux investissements venus d'autres pays. Le bilan, dont témoigne un taux de croissance du PIB supérieur à 5 %², n'est pas nul. Mais il s'est accompagné d'une baisse de pouvoir d'achat ininterrompue et d'un accroissement de l'écart entre une minorité aisée et les 75 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Dans le même temps, Marc Ravalomanana a usé et abusé du pouvoir exécutif pour favoriser son groupe, Tiko, numéro un de l'agro-alimentaire, bientôt diversifié dans une multitude de domaines.

Entamant fin 2006 son second mandat, Marc Ravalomanana brise un tabou politique en nommant Premier ministre Charles Rabemananjara, d'ethnie merina et protestant comme lui. Il s'écarte de la tradition non écrite voulant que les fonctions de président et de premier ministre ne reviennent pas à deux Merina (ou à deux « côtiers »). En outre, le gouvernement regorge de « Tiko Boys », qui ont fait leurs classes dans les sociétés du groupe présidentiel. Ils sont généralement eux aussi originaires des hauts-plateaux du centre de l'île et fidèles de l'Eglise réformée (FJKM), dont Marc Ravalomanana a tenu à rester vice-président. Sur les côtes, la préférence accordée aux Merina devient dès lors une grille de lecture facile : s'il y a des coupures de courant sur les côtes, c'est parce que toute l'électricité est réservée à « Tana » ; si le versement des bourses est retardé, c'est parce que préférence est donnée aux gens des plateaux, etc. Ce sentiment a été à l'origine de mouvements sociaux dans plusieurs villes côtières en avril-mai 2007.

1. Sylvain Urfer, « Nouvelle donne malgache », *Etudes*, avril 2003.

2. En bonne partie dû à la mise en œuvre de deux énormes projets miniers (exploitations d'ilménite et de nickel) d'un montant de 4 milliards de dollars sur la période 2006-2010.

Bien que contestée et minimisée, cette tension entre côtes et hauts-plateaux reste un ressort essentiel du fonctionnement politique et social de l'île. S'y ajoutent, au sein de la communauté merina, des clivages non dits mais bien présents liés aux castes – nobles, roturiers, « esclaves ».

3. Mathieu Pellerin, « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et rivalités politiques », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009.

Paradoxalement, la « merinisation » de l'Etat coïncide avec la rupture définitive du Président avec les « grandes familles » merina, dont la puissance économique avait été ébranlée par Tiko³. En effet, le groupe présidentiel n'a pas hésité à s'attaquer à des entreprises malgaches bien établies. En 2008, par un dumping sur le prix de la farine, Tiko obtient par exemple le retrait de Madagascar de la firme américaine Seaboard Corp., partenaire du groupe malgache Prey au sein des Moulins de Madagascar. Cette dernière entreprise fait ensuite faillite, entraînant la suppression de 600 emplois directs. Le patron de Prey, Edgard Razafindravahy, est contraint à l'exil à force de harcèlement fiscal.

Le détonateur

4. Selon la Haute autorité de la transition, l'appareil a été acquis hors-budget par un double versement du compte courant du Trésor Public et du compte spécial de la compagnie d'assurance Aro et du port de Toamasina (Tamatave).

Fin 2008, deux affaires au parfum de scandale éclatent. Les Malgaches apprennent que Marc Ravalomanana s'est procuré dans des conditions douteuses⁴ un nouvel avion présidentiel d'une valeur de 60 millions de dollars (43 millions d'euros). L'appareil, un Boeing 737 pouvant normalement transporter 140 passagers, est luxueusement aménagé pour pouvoir accueillir 25 « VIP ». « Cela va nous permettre d'améliorer nos relations avec l'extérieur », affirme le président-businessman. Mais ce projet est difficilement admis par l'opinion.

5. La superficie des terres arables à Madagascar est estimée à 35 millions d'hectares. Les terres cultivées couvrent environ 3 millions d'hectares, dont 1,3 million pour le riz.

A la même période, l'Etat signe un protocole d'accord avec le conglomérat sud-coréen Daewoo Logistics en vue de lui concéder, dans le cadre d'un bail emphytéotique, 1,3 million d'hectares de terres⁵. Daewoo prévoyait de produire du maïs et de l'huile de palme et s'engageait à créer 70 000 emplois. Mais dans un pays où la « terre des Ancêtres » est sacrée et non cessible aux étrangers, c'est un véritable tabou qui est ainsi brisé, sans le moindre débat national⁶.

6. Andry Rajoelina aura beau jeu, lors des manifestations, de rappeler le sort du roi Radama II, assassiné pour avoir accordé en 1863 à l'aventurier français Joseph Lambert un droit d'exploitation sur la partie nord de la Grande Ile.

En décembre 2008, le Fonds monétaire international (FMI) suspend l'aide budgétaire dans l'attente d'« explications » et d'éventuelles régularisations budgétaires sur ces deux affaires, auxquelles les bailleurs de fonds ont ajouté une troisième, fort symbolique: la détaxation injustifiée des

importations d'huile alimentaire par Tiko. A la demande du pouvoir, cette procédure reste secrète. A la surprise des bailleurs, aucune réponse tangible n'y sera jamais apportée.

Sans doute Marc Ravalomanana était-il aveuglé par la bienveillance inconditionnelle dont il avait bénéficié de la part de la « communauté internationale » depuis son accession au pouvoir. En dépit de mesures peu orthodoxes bénéficiant en premier lieu à Tiko, comme la détaxation en 2003 de l'importation des biens d'équipement, qui déstabilisa fortement l'économie malgache, ou l'amnistie fiscale générale décrétée en 2007, Marc Ravalomanana était toujours « passé entre les gouttes »⁷.

Un « TGV » que personne n'attendait

Fils d'un officier malgache ayant atteint le grade de colonel dans l'armée française, Andry Rajoelina est issu d'une famille de la bourgeoisie merina peu argentée. Il s'est « fait tout seul » dans les affaires, d'abord en organisant des soirées dansantes, puis en créant en 1999 une entreprise de supports publicitaires, Injet. En 2004 puis en 2006, un bras de fer s'engage avec la mairie de la capitale. Celle-ci fait démonter les panneaux publicitaires de Domapub, agence publicitaire de la femme d'Andry Rajoelina, Mialy Razakandisa, qui concurrencent ceux de l'entreprise du gendre du Président, iMada. Sentant que ses entreprises seraient en péril si le maire en place était reconduit, Andry Rajoelina fait à 33 ans le pari de prendre lui-même les commandes de la capitale, avec le parrainage d'un célèbre homme d'affaires et politique, Herizo Razafimahaleo⁸, oncle par alliance de sa femme. Le visage angélique et le parler clair du jeune homme séduisent les Tananariviens, qui le plébiscitent face au candidat de la présidence.

Un jeune entrepreneur qui, pour sauver ses entreprises, se lance en politique en prenant la mairie de la capitale comme marchepied vers la présidence : Marc Ravalomanana voit l'histoire de sa vie défiler devant ses yeux ! Bien que l'agenda d'Andry Rajoelina ne comporte pas, à cette étape, une volonté de prise du pouvoir national, Marc Ravalomanana réagit très durement. Il ordonne la fermeture de la chaîne de télévision de « TGV », *Viva*, le 17 décembre 2008, sous prétexte qu'elle a diffusé une interview de l'ancien Président

7. Dans son allocution du 14 juillet, l'ambassadeur de France, Jean-Marc Chataigner, arrivé en pleine crise, a appelé la communauté internationale à « s'interroger sur les positions qu'elle a prises ou plutôt qu'elle n'a pas prises dans les années passées. [...] Si nous avons parlé plus fort, si nous n'avions pas accordé un crédit excessif aux bonnes paroles technocratiques qui nous étaient prodiguées, si nous avions décidé de suspendre plus tôt nos aides budgétaires, si nous avions été réellement exigeants et rigoureux dans la vérification des comptes publics et la dénonciation de tous les conflits d'intérêt, peut-être ces dérives ne se seraient-elles pas produites. »

8. Décédé le 25 juillet 2008 à 53 ans dans des circonstances jugées douteuses par certains de ses proches, le fondateur du parti Leader Fanilo avait été ministre des Affaires étrangères (1997-98) et fut candidat à trois présidentielles.

9. Une fois désigné à la tête de la HAT, Andry Rajoelina réautorise la FPVM, qui rouvre ses 150 temples et célèbre un grand culte dans le stade municipal d'Antananarivo.

Didier Ratsiraka (au pouvoir de 1975 à 1993 et de 1997 à 2002, et en exil depuis lors), puis de sa radio le 26 janvier 2009. La censure de ces chaînes très populaires suscite une mobilisation inattendue, sur laquelle le jeune maire surfe habilement. Il parvient à fédérer une coalition de mécontents: habitants des « bas-quartiers » pauvres, opposants politiques et leaders de la « société civile ». S'y ajoutent l'appui discret de certains cercles catholiques et celui, ostensible, des chrétiens fondamentalistes de la FPVM (« Nouvelle Eglise protestante à Madagascar »), une dissidence de la FJKM interdite par les pouvoirs publics⁹.

Le basculement

A partir de décembre 2008, Andry Rajoelina réunit un nombre croissant de manifestants dans le centre d'Antananarivo – jamais plus de quelques dizaines de milliers. Il dénonce la « dictature » et se pose en porte-parole de la contestation. Dans une culture basée sur le discours (*kabary*), il prend l'avantage sur un Ravalomanana irrité et hautain. Le 26 janvier, une manifestation dégénère en pillages. Dans la capitale, les locaux de la radio-télévision nationale, les entrepôts du groupe Tiko et les locaux de la chaîne de télévision du Président, MBS, sont pillés et incendiés. Un même mouvement de pillage et de destruction visant le groupe Tiko dans un premier temps, puis d'autres commerces, a lieu dans l'ensemble des régions. Plusieurs dizaines de personnes trouvent la mort dans les incendies qui s'ensuivent.

Le 31 janvier, Andry Rajoelina se proclame en charge de la gestion du pays. Le pouvoir le destitue de son mandat de maire mais ne peut l'arrêter. Des négociations secrètes s'engagent sous l'égide de l'Eglise catholique, sans résultat. Le 7 février, peu après que « TGV » a pris la tête d'une « Haute autorité de la transition » (HAT), ses partisans se rendent au palais présidentiel d'Ambohitsorohitra, dont ils souhaitent prendre le contrôle pacifiquement. La garde présidentielle, probablement assistée de mercenaires sud-africains, tire sur la foule. On dénombrera, selon le bilan officiel, 32 morts et des dizaines de blessés¹⁰. Les deux bords se rejettent la responsabilité du massacre, Ravalomanana déplorant l'irresponsabilité de ceux qui ont exploité « une foule immense qui n'était pas maîtrisée ».

10. La tuerie du 7 février est la troisième du genre depuis l'Indépendance, après celle du 13 mai 1972 contre les étudiants et celle du 10 août 1991 près du palais présidentiel de l'avaloha.

Les Eglises, médiatrices malaisées

Dans la semaine qui suit la tuerie d'Ambohitsorohitra, Marc Ravalomanana organise, pour la première fois depuis le début de la crise, deux meetings mobilisant ses partisans, qui répondent aux rassemblements de l'opposition. La composition sociologique des assemblées (en schématisant: classe moyenne merina pour Ravalomanana, membres des « basses castes » pour « TGV ») est assez distincte. A part l'annonce d'une commission d'enquête sur la tuerie d'Ambohitsorohitra, le Président Ravalomanana ne fait aucune concession: « Je suis entièrement prêt à conserver ma fonction et à assumer mes responsabilités jusqu'au bout », déclare-t-il. Le drame du 7 février justifie une implication accrue des gouvernements étrangers ainsi que des institutions internationales, qui dépêchent leurs émissaires respectifs dans une franche cacophonie. Tous souhaitent que le Conseil des Eglises chrétiennes à Madagascar (FFKM) fasse jouer ses bons offices, comme il l'a déjà fait lors d'autres crises institutionnelles. Mais le contexte est miné par la confusion qui règne depuis 2001 entre Eglises et pouvoir politique.

Après avoir appuyé l'arrivée au pouvoir du Président Albert Zafy (1991-96), le FFKM, regroupant les confessions anglicane, catholique, luthérienne et réformée, avait soutenu ouvertement le candidat Ravalomanana en 2001 face à Didier Ratsiraka, revenu par les urnes en 1997. Les années suivantes, les relations Eglises/Etat sont caractérisées par une ingérence réciproque, principalement au bénéfice de l'Eglise réformée (FJKM), dont Marc Ravalomanana est resté vice-président¹¹. Celle-ci bénéficie de fonds publics et de terrains domaniaux, en plus d'un appui politique sans faille. En retour, le temple sert bien souvent de succursale au parti présidentiel, « *Tiako i Madagasikara* » (« J'aime Madagascar »).

L'Eglise catholique profita aussi, quoique dans une moindre mesure, des largesses de l'Etat. Mais le départ à la retraite, début 2006, de l'archevêque d'Antananarivo, le cardinal Armand Gaëtan Razafindratandra, grand soutien du Président, change la donne. Son successeur M^{gr} Odon Razanakolona replace l'Eglise catholique dans une position de neutralité critique, notamment lors du référendum constitutionnel abolissant le caractère laïc de l'Etat en avril 2007, ou lorsqu'est annoncé en 2008 un projet de rétablissement du malgache comme langue d'enseignement à l'école primaire

11. Sylvain Urfer, « Eglises et politique à Madagascar. La fabrique de la doctrine sociale », *Ceras - revue Projet* (www.ceras-projet.com/index.php?id=2554), avril 2009.

12. Petite-nièce du pasteur Lala Rasendrasahina, président de la FJKM, son épouse Mialy fut quant à elle fidèle de la cathédrale réformée d'Analakely. Leurs enfants ont suivi l'« école du dimanche » à la paroisse réformée internationale.

aux dépens du français. Marc Ravalomanana interprète ce recentrage comme un passage à l'opposition, et les brimades se multiplient : menaces contre des prêtres, interdiction d'une célèbre émission diffusée par la radio catholique, expulsion sans raison avancée du Père jésuite français Sylvain Urfer...

Les fidèles et le clergé catholiques sont loin d'avoir été unanimes derrière Andry Rajoelina. Ce dernier, présenté comme catholique (sans doute par opposition avec Marc Ravalomanana et en raison du lien étroit qu'il entretient avec M^{gr} Razanakolona), a en fait fréquenté depuis sa jeunesse une « Eglise libre » du quartier tananarivien de Besarety, la paroisse Peniel¹².

Une guerre oligarchique

La crise de 2009 peut être lue comme une « guerre oligarchique » se jouant à l'écart de 99 % de la population de l'île. Cela découle notamment des liens étroits et parfois incestueux unissant société civile, monde des affaires et personnel politique. Le cas de la famille Ramaroson en est un exemple. André Ramaroson, président du Conseil national économique et social (Conecs), regroupant des associations de la société civile, est parallèlement PDG des Savonneries Tropicales, dont l'Etat menace d'exproprier une plantation de palmiers à huile et dont Magro (groupe Tiko) a cassé le monopole de fait sur le savon en important des produits concurrents. Son frère, Alain Ramaroson, président du parti d'opposition Masters, s'engage très tôt aux côtés d'Andry Rajoelina, qui le nommera à la tête de la Commission sécurité et défense de la HAT, où il s'illustrera par des abus de pouvoir. Fille d'André et ancienne directrice marketing des Savonneries, Nadine Ramaroson est quant à elle nommée ministre de la Population et des Affaires sociales.

Pour rester dans ce registre, on remarquera que Mialy Rajoelina est, par sa mère, la nièce de Gabriel Rabearimanana, vice-président du parti nationaliste Monima (« *Madagasikara Otronin'ny Malagasy* », « Madagascar aux Malgaches »). C'est le président (et fils du fondateur) de ce parti¹³, Monja Roindefo, qu'Andry TGV désignera comme premier ministre dix jours avant sa prise du pouvoir, revenant ainsi à la règle non-écrite selon laquelle un président merina se doit d'avoir un premier ministre issu des côtes.

13. Monja Jaona initia le soulèvement contre le président Philibert Tsiranana en 1971 dans le sud, durement réprimé.

Cette dimension très familiale et clanique met en lumière un clivage supplémentaire, existant depuis la nuit des temps : la division des Malgaches entre *raiamandreny* (littéralement « le père et la mère », celui qui tire autorité de sa sagesse) et *zanaka* (littéralement « les enfants », par extension celui qui se trouve dans un rapport de sujétion, dans un sens féodal). Cette séparation modèle la relation des Malgaches au *fanjakana* (pouvoir), terme qui décrit une réalité descendante. Le *mpanjaka* (le chef, le souverain) veille aux intérêts de la communauté, laquelle, en retour, l'assure de sa confiance et de son respect. Cette relation est étayée par le célèbre *fhavanana*, terme intraduisible qui désigne un mode de relations sociales calqué sur les liens de solidarité familiale, excluant tout conflit ouvert.

Superposés, ces trois concepts interfèrent avec ceux de la démocratie à l'occidentale. Partant du principe que le *mpanjaka* qu'est le *presida* a toujours raison et ne peut vouloir que le bien du peuple, l'idée d'alternance électorale perd de son sens. Les opposants apparaissent comme des *zanaka* irrespectueux et ingrats, à moins de parvenir à acquérir à leur tour le statut de *raiamandreny*. L'aspect massif de ce « hors-jeu »¹⁴ en dit long sur le sentiment d'étrangeté des institutions démocratiques, ce qui a pu favoriser les changements de pouvoir en dehors des règles. A Madagascar, changer de chef est contre-nature : le faire malgré tout est forcément synonyme de bouleversement et de transgression.

14. Les Malgaches, tout en exprimant massivement leur adhésion aux principales valeurs démocratiques, sont nombreux à être indifférents au type de gouvernement : ils sont en effet 33 %, ce qui représente le taux le plus important des 18 pays ayant participé à l'enquête Afrobaromètre de 2005 ; cité par François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, « Les quartiers pauvres contre la démocratie ? Le cas d'Antananarivo, Madagascar », *Afrique contemporaine* n° 220, 2006.

Un coup de force militaire

Dès le début de la crise, l'armée s'est trouvée divisée. Pour éviter les ordres contradictoires, certaines garnisons ont convenu de n'avoir pas plus d'un officier de chaque grade en service à la fois. Néanmoins, des divisions existaient, avec le risque d'affrontements entre frères d'armes. Marc Ravalomanana, qui avait hérité d'une « armée mexicaine » (80 généraux en activité pour une armée de 25 000 hommes) voulait à tout prix réduire les effectifs et promouvoir ses fidèles, sans égard pour des procédures internes très codifiées. En janvier, les dirigeants de l'armée ont dit qu'ils étaient prêts à « assumer leurs responsabilités » si les deux camps ne parvenaient pas à s'entendre. Le versement d'argent, dans des conditions non encore éclaircies, a provoqué le basculement.

15. Habilement rédigée, signée en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis, qui en a lui-même donné lecture à l'épiscopat, cette ordonnance n'était pas une démission mais devait apparemment permettre, dans l'esprit de ses rédacteurs, à Marc Ravalomanana de reprendre le pouvoir après une parenthèse militaire.

Le 8 mars, le Corps d'administration des personnels et services de l'armée de Terre (Capsat), dont le camp se trouve aux portes d'Antananarivo, entre en mutinerie. Trois jours plus tard, un simple colonel, André Ndriarijaona, est propulsé par ses pairs chef d'état-major général. Cette révolution de palais est portée par la troupe et les sous-officiers plus que par les généraux. Et lorsque, le 17 mars, acculé, « lâché » par sa propre garde présidentielle, Marc Ravalomanana signe une ordonnance¹⁵ confiant les pleins pouvoirs à un directoire militaire formé des plus hauts gradés, ces derniers sont immédiatement capturés par les putschistes du Capsat et transmettent à leur tour ce pouvoir (qu'ils n'ont pas demandé) à la HAT. Arguant du « principe de continuité de l'Etat » et de « l'intérêt supérieur de la Nation », la Haute Cour constitutionnelle « valide » ce tour de passe-passe, extraconstitutionnel du début à la fin.

Cette journée du 17 mars a été marquée par la séquestration des généraux présents au siège de l'épiscopat, et du président de la FJKM, le pasteur Lala Rasendrasahina. En malmenant et en humiliant en public ceux qui sont considérés comme des *raiamandreny*, les jeunes officiers du Capsat ont brisé des tabous – et leurs excuses n'y changeront rien. En juin, leurs commandants, Charles Andrianasoavina et René Lylison, se voient confier une nouvelle structure regroupant l'armée, la gendarmerie et la police, baptisée Force d'intervention spéciale (FIS). Ces promotions au forceps, accompagnées de primes et d'augmentation de salaires, laissent entrevoir le poids décisif que l'armée garde face au pouvoir civil.

Un régime qui navigue à vue

Nommant des ministres généralement novices, contestés par leurs propres administrations et court-circuités par les membres de la HAT et autres « conseillers spéciaux » du président, le régime de transition a donné l'impression de « naviguer à vue ». Minimisant l'impact de la suspension de l'aide internationale, qui représente pourtant une large part du budget de l'Etat (38 % en 2008), le pouvoir a tenté de se tourner vers des partenaires habituellement secondaires tels que l'Arabie Saoudite ou la Chine. Sans stratégie politique claire, souvent mal conseillé, Andry TGV a désorienté les interlocuteurs tra-

ditionnels de la Grande Ile. Face à des Etats-Unis fidèles à Ravalomanana, la France n'a pas fait la moindre démarche favorisant le maintien au pouvoir de celui qui avait fait expulser trois des figures les plus emblématiques de la communauté expatriée¹⁶, avant de déclarer *persona non grata*... l'ambassadeur de France en personne, soupçonné de porter malchance au Président en raison de ses affectations précédentes dans des pays africains en guerre civile. L'ancienne puissance coloniale s'est divisée en coulisses, comme elle l'avait fait lors de la crise malgache de 2001 ou lors de la tentative de coup d'Etat en Côte d'Ivoire¹⁷. Selon un scénario devenu classique depuis l'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy, l'un des principaux *missi dominici* du Président en Afrique, l'avocat d'affaires Robert Bourgi, est intervenu dans le dossier pour le compte d'intérêts privés, en l'occurrence ceux d'un géant de l'exportation de produits agroalimentaires vers l'Afrique. Il orchestra ensuite – notamment auprès du Secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant et du Secrétaire d'Etat à la coopération Alain Joyandet, qui ont l'un comme l'autre reçu secrètement Andry TGV – le soutien à une candidature du jeune président intérimaire, option énergiquement contre-indiquée par le Quai d'Orsay et la cellule diplomatique de l'Elysée.

Une ébauche de sortie de crise

Après cinq mois d'atermoiements, la reprise en main de la médiation internationale par l'ancien Président mozambicain Joaquim Chissano a permis la réunion, du 5 au 8 août à Maputo, des chefs des quatre « mouvances » impliquées dans les négociations: Albert Zafy, Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Déjouant les pronostics, ce sommet inédit a débouché sur une série d'accords instituant une transition de quinze mois au maximum, assortie d'une amnistie couvrant tous les crimes et délits imputés aux présidents successifs. Ayant pris acte du changement de légalité, ces derniers se sont accordés sur une évolution des institutions de transition¹⁸ et sur le principe d'un changement de République. Ils l'ont fait « au nom du peuple malgasy », ce qui n'est pas sans poser de questions quant à leur légitimité. En cautionnant ce « Yalta » intermalgache, la communauté internationale crédite certains acteurs d'un poids qu'ils n'ont

16. Le correspondant de *R a d i o F r a n c e Internationale*, Olivier Péguy, en 2005, le correspondant de *Libération* et rédacteur en chef du quotidien *Les Nouvelles*, Christian Chadefaux, en 2006, et le prêtre jésuite Sylvain Urfer en 2007.

17. Laurent d'Ersu, « La crise ivoirienne, une intrigue franco-française », *Politique africaine* n° 105, mars 2007.

18. Le président de la Transition se trouve assisté d'un vice-président et d'un « premier ministre de consensus », lui même flanqué de « trois vice-premiers ministres représentant les mouvances politiques » et placé à la tête d'un « gouvernement d'union nationale » de 28 membres. La HAT disparaît au profit d'un législatif bicaméral secondé par une batterie d'institutions : Conseil national de réconciliation (chapeautant notamment une commission « Vérité et réconciliation »), Conseil économique et social, Comité de réflexion sur la défense et la sécurité nationales, Commission électorale nationale indépendante.

plus (à l'image de l'ancien Président Albert Zafy). Elle reconnaît, implicitement, que les scrutins hier déclarés « libres, transparents et démocratiques » ne méritaient pas forcément ce label.

En instaurant une transition longue « en vue de l'organisation » de nouvelles élections, les accords de Maputo installent la crise malgache dans une dynamique consensuelle. Mais ils placent aussi Madagascar face au défi rencontré par d'autres Etats en « sortie de crise », notamment en Afrique: organiser un scrutin exemplaire, qui donne à ses vainqueurs une légitimité (garantie ensuite par un bon fonctionnement ultérieur des institutions et des contre-pouvoirs), tout en sachant que les élections ne sont pas une baguette magique réglant tous les problèmes. En ce sens, l'organisation d'assises régionales et nationales, et plus encore la mise en place annoncée d'une commission « Vérité et réconciliation » seront cruciales, malgré leur caractère potentiellement explosif.

L'avenir se jouera sur trois éléments: le comportement d'Andry Rajoelina, qui dispose d'un temps limité pour se faire connaître et apprécier du peuple malgache; l'attitude des « dinosaures politiques » qui l'ont soutenu par intérêt; et celle de l'armée. Celle-ci sera difficile à faire rentrer dans le rang, comme en témoigne le rejet « catégorique » exprimé par ses responsables de la clause de la charte de la transition la concernant.

Bien qu'elle puisse à première vue être interprétée comme un passage de génération, une prise du pouvoir par la jeunesse dans les univers de l'armée, de la politique et de l'économie, la crise de 2009 révèle surtout le fossé grandissant entre l'élite politico-militaro-économique et le pays réel, tenu à l'écart de cet énième changement de régime.

LAURENT D'ERSU